

L'indignation suscitée par le rapport sur le climat de l'équipe Trump incite les chercheurs à riposter
Les auteurs du rapport saluent les réfutations scientifiques « sérieuses » d'un rapport qui, selon certains, déforme des décennies de recherche sur le climat.

Par [Jeff Tollefson](#)

Des dizaines de scientifiques s'empressent de réagir à [un rapport publié la semaine dernière](#) par le ministère américain de l'Énergie (DoE), qui conclut que le réchauffement climatique est « *moins dommageable pour l'économie qu'on ne le pense généralement* ». Les chercheurs affirment que ce rapport, rédigé par un petit groupe de chercheurs qui remettent en cause le consensus scientifique sur le changement climatique, déforme des décennies de recherche climatique dans le but d'abroger une décision gouvernementale de 2009 selon laquelle les gaz à effet de serre mettent en danger le bien-être public. Ils tentent désormais de coordonner une réponse unifiée, sachant que leurs arguments pourraient influencer une bataille juridique qui pourrait se retrouver devant la Cour suprême des États-Unis.

« *Ce petit rapport vise essentiellement à étouffer la science, et non à la promouvoir ou à l'encourager* », déclare Joellen Russell, océanographe à l'université d'Arizona. « *C'est terrible.* »

« *Je suis stupéfait* », déclare Benjamin Santer, climatologue à l'université d'East Anglia à Norwich, au Royaume-Uni, qui a travaillé pendant trois décennies au Lawrence Livermore National Laboratory du DoE en Californie. « *C'est une révision de la science et une révision de l'histoire. Nous devons réagir.* »

Certains chercheurs en climatologie rédigent actuellement de brèves réfutations des arguments scientifiques avancés dans le rapport du DoE.

« *L'alternative est de ne rien faire* », déclare Andrew Dessler, scientifique atmosphérique à l'université Texas A&M à College Station, qui aide à coordonner l'une de ces initiatives. « *Je ne pense tout simplement pas pouvoir faire cela.* »

Le DoE a refusé de répondre aux critiques scientifiques formulées dans le rapport, mais un porte-parole a déclaré que les cinq auteurs du document avaient été recrutés par le secrétaire américain à l'Énergie, Chris Wright, un ancien dirigeant du secteur pétrolier et gazier, et qu'ils « *représentaient des points de vue et des horizons politiques divers et étaient tous des personnes très respectées et hautement qualifiées* ». Le rapport, ajoute le porte-parole, a été examiné en interne par l'agence, et le DoE l'ouvre désormais à « *une évaluation plus large par les pairs de la communauté scientifique et du grand public* », la période de commentaires prenant fin le 2 septembre.

Les auteurs — John Christy, scientifique atmosphérique à l'université d'Alabama à Huntsville ; Judith Curry, climatologue à l'Institut de technologie de Géorgie à Atlanta ; Steven Koonin, physicien et chercheur senior à la Hoover Institution de l'université de Stanford en Californie ; Ross McKittrick, économiste à l'université de Guelph en Ontario, Canada ; et Roy Spencer, météorologue à l'université d'Alabama — ont fourni une réponse écrite à *Nature*. Ils se disent « *engagés dans un dialogue transparent et fondé sur des faits concernant la science du climat et savent par longue expérience que la critique scientifique et la réfutation sont essentielles à ce processus. Mais les désaccords scientifiques productifs doivent porter sur des points précis, et non sur des généralités* ».

Les scientifiques devraient soumettre leurs commentaires directement au DoE « *plutôt que de filtrer leurs préoccupations par les médias* », ont-ils écrit, ajoutant qu'ils répondraient publiquement « *à tous les commentaires scientifiques sérieux* » et modifieraient le rapport si nécessaire.

Un rapport contesté

En 2007, la Cour suprême des États-Unis a rendu un arrêt selon lequel les gaz à effet de serre sont considérés comme des polluants atmosphériques et a ordonné à l'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA) de déterminer si les émissions mettent en danger la population et doivent donc être réglementées. Sous la présidence de Barack Obama, démocrate arrivé au pouvoir en 2009, l'EPA a publié une « *conclusion de danger* » confirmant que les gaz à effet de serre tels que le dioxyde de carbone menacent la santé et le bien-être publics. L'administration Obama s'est ensuite appuyée sur cette décision pour réduire les émissions des voitures, des centrales électriques et d'autres sources.

L'EPA, désormais dirigée par le président Donald Trump, un républicain qui qualifie le changement climatique de canular, adopte aujourd'hui une position opposée et cherche à abroger cette conclusion. Anticipant cette décision, Scott Saleska, écologiste à l'université d'Arizona à Tucson, et une équipe de scientifiques ont publié un commentaire dans la revue *AGU Advances* le ^{1er} juin, examinant le rôle que la science a joué dans la décision de la Cour suprême de 2007 et dans la conclusion de danger de l'EPA qui a suivi. En 2009, les données scientifiques étaient suffisamment convaincantes pour que l'EPA détermine que les gaz à effet de serre « *peuvent raisonnablement être considérés comme dangereux pour la santé ou le bien-être public* », ont écrit les auteurs, et les preuves sont « *nettement plus solides aujourd'hui qu'il y a 16 ans* ».

Selon M. Saleska, le rapport du DoE publié la semaine dernière, qui vise à renforcer les arguments de l'EPA en faveur de l'abrogation de la conclusion sur la mise en danger, exagère les incertitudes de la science climatique à certains égards et accorde trop d'importance à des débats scientifiques légitimes qui « *n'ont pas vraiment d'incidence sur le tableau global du changement climatique* ». Par exemple, le rapport souligne le fait que l'augmentation des niveaux de dioxyde de carbone, que les plantes absorbent et utilisent dans la photosynthèse, peut avoir un effet « fertilisant » bénéfique. Cet effet est important à comprendre et à bien cerner, affirme M. Saleska, mais il reste néanmoins faible face aux changements climatiques plus généraux. Lorsqu'il aborde des sujets tels que l'élévation du niveau de la mer, l'acidification des océans et les phénomènes météorologiques extrêmes, le rapport ignore des ensembles de preuves entiers, affirment certains chercheurs. Ils affirment également que le rapport cite la littérature scientifique la plus récente, mais qu'il l'interprète de manière erronée. Par exemple, M. Santer affirme que l'évaluation présente de manière erronée une étude qu'il a réalisée en 2023 et qui documente les « *empreintes* » atmosphériques révélatrices pouvant être utilisées pour confirmer le lien entre les gaz à effet de serre et le changement climatique ². « Le rapport du DoE cite notre article et affirme que nous n'avons pas trouvé d'empreinte, alors que c'est le cas », dit-il.

Perspectives juridiques

Michael Gerrard, directeur du Sabin Center for Climate Change Law de l'université Columbia à New York, affirme que la bataille à venir sur la conclusion relative à la mise en danger ne se limitera pas aux preuves scientifiques. Anticipant que l'abrogation de cette conclusion sera contestée et finira devant la Cour suprême des États-Unis, l'EPA prépare plusieurs arguments juridiques pour la contester, ajoute-t-il.

Par exemple, l'EPA fait valoir que la loi sur la qualité de l'air ne couvre que les polluants atmosphériques qui mettent en danger la santé par « *exposition locale ou régionale* ». Les gaz à effet de serre, en revanche, agissent à l'échelle mondiale et ne relèvent donc pas du champ d'application de la loi, fait valoir l'agence. « *D'une manière générale, il existe un point à partir duquel le préjudice n'a plus de lien suffisamment étroit avec le comportement en cause pour établir raisonnablement un lien de causalité* », indique la proposition de l'EPA visant à abroger la conclusion sur la mise en danger.

M. Gerrard a refusé de prédire ce que la Cour suprême, composée de six juges conservateurs et de trois juges libéraux, décidera finalement, mais il affirme que les chercheurs font leur part en cherchant à clarifier les données scientifiques. « *Les tribunaux n'aiment pas décider quels experts ont raison ou tort, mais ont plutôt tendance à se concentrer sur la question de savoir s'il existe suffisamment de preuves dans le dossier pour étayer la décision d'une agence donnée* », explique-t-il.

À cet égard, le rapport du DoE s'ajoutera à une vaste documentation scientifique compilée par des chercheurs du monde entier au cours des dernières décennies, y compris [la dernière évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat](#), achevée en 2023. Malgré cela, M. Gerrard affirme qu'il n'y a aucune garantie pour l'avenir. « *Ce que font les scientifiques est utile et louable, mais ce n'est pas déterminant* », conclut-il.

doi : <https://doi.org/10.1038/d41586-025-02505-x>

Références

1. Saleska, S. R. *et al.* *AGU Adv.* **6**, e2025AV001808 (2025). [Article Google Scholar](#)
1. Santer, B. D. *et al.* *Proc. Natl Acad. Sci. USA* **120**, e2300758120 (2023). [Article Google Scholar](#)

[Télécharger les références](#)
[Réimpressions et autorisations](#)

- [nature news](#) article NEWS 07 August 2025

Outrage over Trump team's climate report spurs researchers to fight back

Report authors welcome 'serious' scientific rebuttals to report that some say misrepresents decades of climate science.

By [Jeff Tollefson](#)



US energy secretary Chris Wright recruited the report's five authors, who question the scientific consensus on climate change. Credit: Kent Nishimura/Bloomberg via Getty

Dozens of scientists are scrambling to respond to [a report released last week](#) by the US Department of Energy (DoE), which concluded that global warming is "less damaging economically than commonly believed". The researchers say that the report, written by a small group of scholars who question the scientific consensus on climate change, misrepresents decades of climate science in a bid to repeal a 2009 government ruling that greenhouse gases endanger public welfare. They are now trying to coordinate a unified response, knowing that their arguments could influence a legal battle that is likely to go to the US Supreme Court.

"This little report is basically designed to suppress science, not to enhance it or encourage it," says Joellen Russell, an oceanographer at the University of Arizona. *"It's awful."*



Trump gutted two landmark environmental reports — can researchers save them?

“I’m gobsmacked,” says Benjamin Santer, a climate scientist at the University of East Anglia in Norwich, UK, who spent three decades working at the DoE’s Lawrence Livermore National Laboratory in California. *“It’s a revision of science and a revision of history. We have to respond.”*

Some climate researchers are now writing short rebuttals to the scientific arguments made in the DoE report. *“The alternative is to do nothing,”* says Andrew Dessler, an atmospheric scientist at Texas A&M University in College Station, who is helping to coordinate one effort. *“I just don’t think I can do that.”*

The DoE declined to address criticisms of the science laid out in the report, but a spokesperson said that the document’s five authors were recruited by the US energy secretary Chris Wright — a former oil and gas executive — and that they *“represent diverse viewpoints and political backgrounds and are all well-respected and highly credentialed individuals”*. The report, the spokesperson adds, was reviewed internally at the agency, and the DoE is now opening it up to *“wider peer review from the scientific community and the general public”*, with the comment period ending on 2 September.

The authors — John Christy, an atmospheric scientist at the University of Alabama in Huntsville; Judith Curry, a climatologist at the Georgia Institute of Technology in Atlanta; Steven Koonin, a physicist and senior fellow at Stanford University’s Hoover Institution in California; Ross McKittrick, an economist at the University of Guelph in Ontario, Canada; and Roy Spencer, a meteorologist at the University of Alabama — provided a written response to *Nature*. They say they are *“committed to a transparent and fact-based dialogue on climate science and know from long experience that scientific criticism and rebuttal are essential to that process. But productive scientific disagreement must be centered on specifics, not generalities”*.

Scientists should submit their comments directly to the DoE *“rather than filtering their concerns through the media”*, they wrote, saying they will respond publicly *“to all serious scientific comments”* and modify the report as warranted.

A contested report

In 2007, the US Supreme Court issued a ruling that greenhouse gases qualify as air pollutants and ordered the US Environmental Protection Agency (EPA) to determine whether emissions endanger the public — and should therefore be regulated. Under then-president Barack Obama, a Democrat who took office in 2009, the EPA issued the ‘endangerment finding’, which confirmed that greenhouse gases such as carbon dioxide threaten public health and welfare. The Obama administration then used this ruling as a basis to curb emissions from cars, power plants and more.



Trump's call for 'gold standard science' has prompted an outcry: here's why

The EPA — now under President Donald Trump, a Republican who has called climate change a hoax — is today taking the opposite stance, seeking to repeal the finding. Anticipating this move, Scott Saleska, an ecologist at the University of Arizona in Tucson, and a team of scientists published a commentary in the journal *AGU Advances* in June¹, examining the role that science had in the 2007 Supreme Court decision and in the EPA's subsequent endangerment finding. The science was compelling enough in 2009 for the EPA to determine that greenhouse gases “*may reasonably be anticipated to endanger public health or welfare*”, the authors wrote, and the evidence is “*significantly stronger today than it was 16 years ago*”. Saleska says that last week's DoE report — in an attempt to bolster the EPA's case for repealing the endangerment finding — exaggerates uncertainties in climate science in some places, and in others gives too much weight to genuine scientific debates that are “*not really that consequential in the big picture of climate change*”. For instance, the report emphasizes the fact that rising levels of carbon dioxide, which plants absorb and use in photosynthesis, can have a beneficial ‘fertilization’ effect. That effect is important to understand and get right, Saleska says, but it is nonetheless small in the face of broader changes in the climate.

When addressing subjects such as sea-level rise, ocean acidification and extreme weather, the report ignores entire bodies of evidence, some researchers say. In other places, the report cites the latest scientific literature but misinterprets it, they argue. For example, Santer says that the assessment mischaracterizes a 2023 study of his documenting telltale atmospheric ‘fingerprints’ that can be used to affirm the connection between greenhouse gases and climate change². “The DoE report cites our paper and says we didn't find a fingerprint, when in fact we did,” he says.

Legal outlook

Michael Gerrard, the director of Columbia University's Sabin Center for Climate Change Law in New York City, says that the upcoming battle over the endangerment finding won't come down just to scientific evidence. In anticipation that the repeal of the finding will be challenged and end up before the US Supreme Court, the EPA is mounting multiple legal arguments against it, he says.



[US environmental agency halts funding for its main science division](#)

For instance, the EPA is arguing that the Clean Air Act covers only air pollutants that endanger health through “*local or regional exposure*”. Greenhouse gases, by contrast, act at the global level, and thus do not fall under the law’s regulatory remit, the agency argues. “*As a general matter, there is a point at which harm no longer has a sufficiently close connection to the relevant conduct to reasonably draw a causal link,*” the [EPA’s proposal to repeal the endangerment finding states](#).

Gerrard declined to predict what the Supreme Court, made up of six conservative justices and three liberal ones, will eventually do, but says researchers are doing their part by seeking to clarify the scientific record. “*The courts don’t like to decide which experts are right and wrong, but instead tend to focus on whether there is enough evidence in the record to support a given agency decision,*” he says.

In that regard, the DoE’s report will stand next to a vast record of science compiled by researchers around the world over decades, including [the most recent assessment of the Intergovernmental Panel on Climate Change](#), completed in 2023. Even so, Gerrard says there are no guarantees moving forward. “What scientists are doing is helpful and worthwhile,” he says, “but it’s not determinative.”

doi: <https://doi.org/10.1038/d41586-025-02505-x>

References

1. Saleska, S. R. *et al.* *AGU Adv.* **6**, e2025AV001808 (2025).

[Article Google Scholar](#)

2. Santer, B. D. *et al.* *Proc. Natl Acad. Sci. USA* **120**, e2300758120 (2023).

[Article Google Scholar](#)

[Download references](#)

[Reprints and permissions](#)